

« La reprise économique dans le monde s'accompagne de tensions inflationnistes qui grèvent la compétitivité des entreprises nationales »

SOMMAIRE

AU PLAN INTERNATIONAL

- A. Contexte économique international favorable
- B. Hausse spectaculaire du prix du baril de pétrole brut
- C. Retour à la stabilité des taux de change \$US/€

AU PLAN SOUS-REGIONAL

- D. Reprise économique morose en zone CEMAC
- E. BVMAC : quel bilan deux ans après l'unification ?
- F. Endettement public : les eurobonds à la mode
- G. Commerce électronique : la CEEAC à la traîne
- H. Enjeux et défis de la réactivation du Corenofi

AU PLAN NATIONAL

- I. Vers un APE entre le Cameroun et le Royaume-Uni
- J. APE Cameroun – UE : les objectifs sont-ils atteints ?
- K. Priorités du Budget de l'Etat pour l'exercice 2022
- L. Dette publique du Cameroun : est-elle élevée ?
- M. 200 milliards pour garantir les prêts bancaires
- N. Première session du Comité de Suivi de la SND30

DANS LE SECTEUR PRIMAIRE

- O. Hausse généralisée des prix des matières premières
- P. Hausse remarquable de l'indice des prix des engrais
- Q. Hyperinflation du maïs sur les marchés de Garoua
- R. Hausse du prix du poulet à Yaoundé et à Douala

DANS LE SECTEUR SECONDAIRE

- S. Loi sur les incitations à l'investissement : quel bilan ?
- T. Pourquoi réviser la loi des incitations à l'investissement ?
- U. Industrie du fer à béton : menace des importations
- V. Enéo : entre demandes des industriels et impayés

DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

- W. Détérioration de la qualité de service de télécoms
- X. Etat d'avancement de l'autoroute Yaoundé-Douala

PERSPECTIVES ...

- Y. Perspectives de croissance de l'économie mondiale
- Z. CEMAC : un sommet des chefs d'Etat au mois d'août

AU PLAN INTERNATIONAL

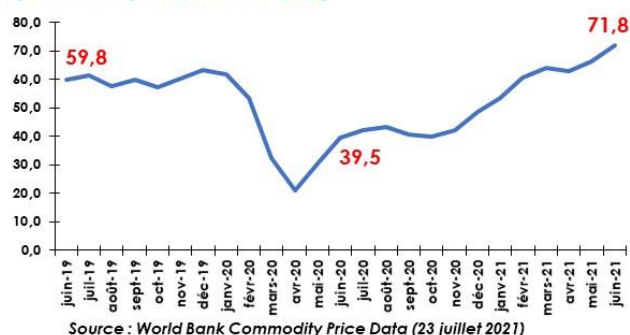
A. Contexte économique international favorable

L'économie mondiale s'améliore de plus en plus. Les principales places boursières mondiales réalisent des surperformances, signent non seulement d'une reprise mais également d'une amélioration des perspectives économiques. Au 23 juillet 2021, la croissance annuelle de l'indice Nasdaq-100 était de 43,2% contre 29,3% il y a exactement un an, soit une progression de +14 points. La même tendance est observée pour plusieurs indices dont le Dow Jones et le CAC-40, qui ont connu une forte progression de leur croissance annuelle sur la même période, respectivement de +32,5 points et +44,2 points.

B. Hausse spectaculaire du prix du baril de pétrole brut

L'amélioration de l'économie mondiale s'illustre également par la hausse du prix du baril de pétrole brut. Selon les données de la Banque mondiale, le prix moyen du baril de pétrole brut au mois de juin 2021 est de 71,8 \$US alors qu'il n'était que de 39,5 \$US un an avant. Ainsi, de juin 2020 à juin 2021, il a cru de +82%. De juin 2019 à juin 2020, il avait plutôt connu une baisse (-34%).

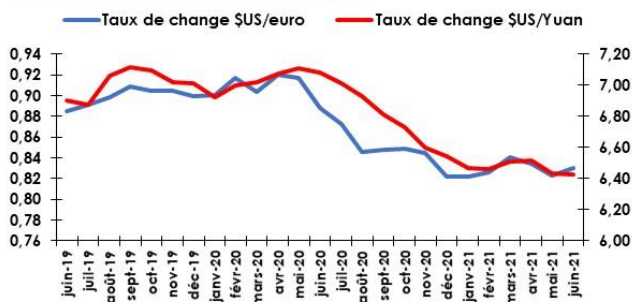
Graphique 1. Evolution du prix moyen du baril de pétrole brut (Juin 2019 - Juin 2021)



C. Retour à la stabilité des taux de change \$US/€ et \$US/¥

Entre juin 2019 et avril 2020, les taux de change \$US/euro et \$US/Yuan étaient relativement stables (confère Graphique 2). D'avril 2020 à décembre 2021, le prix du \$US en euro et en Yuan a enregistré baisse respectivement de 0,92 à 0,82 euro et de 7,08 à 6,54 Yuan. Depuis janvier 2021, on observe une relative stabilité du prix du \$US en euro et en Yuan. En juin 2021, les taux de change \$US/euro et \$US/Yuan sont respectivement 0,83 et 6,42, assez proches de leur niveau de décembre 2020.

Graphique 2. Evolution des taux de change \$US/euro et \$US/Yuan (Juin 2019 - Juin 2021)



Source : <https://fxtop.com/fr/historique-taux-change>

AU PLAN SOUS-REGIONAL

D. Reprise économique morose en zone CEMAC

La BEAC revoit à la baisse son estimation du taux de croissance économique de la CEMAC à 1,3% pour 2021, après la récession (-1,7%) de 2020. Cette estimation est en baisse de 0,6 point par rapport à 1,9% envisagé en avril dernier. Ce dernier était également en baisse de près de 1% par rapport à 2,8% projetés en décembre 2020.

E. BVMAC : quel bilan deux ans après l'unification ?

Depuis son unification en juillet 2019, le nombre d'entreprises du marché des actions de la BVMAC était resté à quatre : SEMC, SAFACAM, SOCAPALM et SIAT Gabon. L'entrée en bourse de la Régionale d'épargne et de crédit SA le 16 juillet 2021 porte à cinq le nombre de d'entreprises cotées à la BVMAC. Au 23 juillet 2021, la capitalisation des actions et des obligations de la BVMAC est de 556,1 milliards de FCFA. Cette performance est de loin en deçà de celle de la BRVM d'Afrique de l'Ouest où sont cotées 65 entreprises et la capitalisation des actions et des obligations est de 11 853,2 milliards de FCFA.

F. Endettement public : les eurobonds à la mode

L'endettement public par l'émission des eurobonds sur les marchés internationaux est de plus en plus sollicité par les gouvernements africains pour financer leur budget. Pour les investisseurs, qui y manifestent un intérêt grandissant, dans un contexte international marqué par des taux d'intérêt très faibles, les dettes publiques africaines sont potentiellement plus rémunératrices. Pour les pays africains, l'intérêt se situe au moins à deux niveaux : les taux d'intérêt sont relativement plus faibles (entre 4% et 9%) et les échéances plus longues. Sauf que dans la majorité des cas, la dette n'est pas orientée vers la production à l'exportation qui permettrait de générer les devises nécessaires à son remboursement. Les pays africains ayant récemment émis des eurobonds sur les marchés internationaux sont : le Benin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Kenya, etc.

	Date	Montant	Taux d'intérêt	Maturité	Taux de souscription
Eurobond Benin	juil.-21	500 millions d'€	4,95%	15 ans	300%
Eurobond Cameroun	juin-21	685 millions d'€	5,95%	11 ans	321%
Eurobond Côte d'Ivoire	févr.-21	850 millions d'€	4,30%	12 ans	293%
Eurobond Kenya	juin-21	1 milliard de \$US	6,30%	12 ans	500%

G. Commerce électronique : la CEEAC à la traîne

A travers son indice du commerce électronique entre entreprises et consommateurs, la CnuCED (organisme des Nations Unies en charge du commerce) évalue l'état de préparation de 152 nations pour les achats en ligne, sur la base de quatre indicateurs : nombre d'adultes titulaires d'un compte dans une institution financière ou d'un compte Mobile Money ; nombre d'individus utilisant l'Internet ; fiabilité des services postaux et nombre de serveurs sécurisés pour 1 million d'habitants. Elle vient de publier un rapport qui indique que la CEEAC est à la traîne en matière d'achat en ligne. Les 11 États membres de la CEEAC figurent parmi les 45 derniers. Le Gabon est le premier pays de la CEEAC et le 106e parmi les 152 pays en matière de commerce électronique. Viennent ensuite le Cameroun, le Rwanda, l'Angola et le Congo.

H. Enjeux et défis de la réactivation du Corenofi

Le Corenofi (Comité régional de normalisation financière) est une instance de BEAC mis en place en 2002 avec pour objectif d'élaborer les normes applicables à l'activité bancaire et financière englobant les systèmes et moyens de paiement. Tombé en hibernation depuis dix ans, la BEAC a décidé de le réactiver en vue d'assurer un meilleur contrôle et un suivi efficace des établissements d'épargne et de crédit en activité dans les pays de la CEMAC. Le Corenofi aura entre autres défis à révéler l'élaboration de nouvelles normes intégrant tous l'ensemble des acteurs et les nouvelles solutions et technologies utilisées dans le secteur financier. Le Camerounais Pierre KAM, Secrétaire Général de l'Apeccam a été nommé au poste de Secrétaire Permanent du Corenofi.

AU PLAN NATIONAL

I. Vers un APE entre le Cameroun et le Royaume-Uni

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne a amené le Cameroun et le Royaume-Uni à entamer les négociations afin de continuer à bénéficier des préférences commerciales réciproques. Le 28 juin 2021, le Cameroun a ratifié l'Accord d'étape vers un APE. Cet accord qui comprend 106 articles prévoit notamment en son article 20 que les produits originaires du Cameroun sont importés au Royaume-Uni libres de droits de douanes à l'exception des produits définis à l'annexe II. S'agissant des produits originaires du Royaume-Uni, l'article 21 précise les droits de douanes appliqués par le Cameroun.

J. APE Cameroun – UE : les objectifs sont-ils atteints ?

Cinq ans après le début du démantèlement tarifaire, peut-on dire que l'APE Cameroun – UE a favorisé les investissements, la création des emplois décents et l'amélioration des conditions de vie des camerounais ? Selon le MINEPAT, plus de 300 entreprises ont importé des produits dans le cadre de cet APE pour plus de 400 milliards de FCFA. Les principaux produits importés sont notamment les papiers et les cartons, le clinker, les produits chimiques, les engrais et le bitume de pétrole. Les bénéfices sur la production et les emplois sont encore insaisissables. Au niveau des exportations, plusieurs produits camerounais sont refoulés aux

portes de l'Union européenne généralement en raison de leur non-conformité aux normes sanitaires et phytosanitaires exigibles pour l'accès sur le marché européen.

K. Priorités du Budget de l'Etat pour l'exercice 2022

A l'occasion du lancement des activités de préparation du Budget de l'Etat pour l'exercice 2022, qui s'est tenu le 13 juillet 2021 au Palais des Congrès de Yaoundé, le Ministre des Finances a rappelé les priorités du Gouvernement pour la prochaine année. Il s'agit notamment de : (i) poursuivre la riposte contre la Covid-19 ; (ii) finaliser les grands projets de première génération ; (iii) organiser la CAN ; (iv) accélérer le processus de décentralisation ; (v) poursuivre la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle et la politique du livre ; (vi) maintenir la veille sécuritaire sur toute l'étendue du territoire national ; (vii) réaliser le plan présidentiel de reconstruction du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; et (viii) réduire progressivement le stock de la dette intérieure.

L. Dette publique du Cameroun : est-elle élevée ?

D'après les données de la Caisse Autonome d'Amortissement (mai 2021), l'encours de la dette directe de l'administration publique au 31 décembre 2020 est de 9416 milliards de FCFA réparti comme suit : 6736 milliards de FCFA de dette extérieure et 2680 milliards de FCFA de dette intérieure. Rapportée au PIB, la dette du Cameroun n'est pas élevée puisqu'elle représente 43,2% du PIB, de loin inférieure à la norme de la CEMAC qui est 70% du PIB. Cependant, rapportée à sa capacité actuelle de remboursement qui peut être évaluée à partir des ratios de la dette extérieure aux recettes d'exportation et de la dette intérieure aux recettes fiscales qui, au 31 décembre 2020, sont respectivement de 374% et 113%, la dette du Cameroun peut être considérée comme élevée. En effet, il faut un peu plus de trois ans et demi de recettes d'exportation et un peu plus d'un an de recettes fiscales pour rembourser la dette extérieure et intérieure actuelle du Cameroun.

M. 200 milliards pour garantir les prêts bancaires

Le Gouvernement a signé, le 22 juillet 2021 au Hilton Hôtel de Yaoundé, avec l'Association professionnelle des établissements de crédit du Cameroun (Apeccam) et l'Association nationale des établissements de microfinance du Cameroun (Anencam), une convention de garantie d'un montant de 200 milliards de FCFA pour les prêts bancaires intérieurs au profit des entreprises publiques et privées. Cette garantie, prévue par la loi des finances 2021, a pour objectif de faciliter l'octroi des prêts aux entreprises. Elle couvrira une partie du prêt : 50% au plus pour les grandes entreprises ; 70% pour les PME ; et 80% pour les entreprises opérant dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

N. Première session du Comité de Suivi de la SND30

La première session du Comité National de Suivi-Evaluation de la Stratégie Nationale de Développement 2020 – 2030 a eu lieu le 15 juillet 2021 au Hilton Hôtel de Yaoundé. Au terme des présentations et des échanges, la première recommandation adoptée a été de mettre en place, en collaboration avec l'INS, des indicateurs SMART de suivi-

évaluation de la performance du dialogue entre l'Etat et le secteur privé allant au-delà des indicateurs Doing Business.

DANS LE SECTEUR PRIMAIRE

O. Hausse généralisée des prix des matières premières

L'évolution des prix des matières premières suit celle du pétrole brut. Au mois de juin 2021, les prix enregistrent une forte hausse par rapport au mois de juin 2020 (confère Tableau 1.). Le prix du cacao a cru de 6,2%, celui du café arabica de 35,8%, du café robusta de 31,1%, du maïs de 97,2%, de la banane de 5,5%, du sucre de 7,1%, du bois de 7,1%, du coton de 39,2%, et de l'aluminium de 56,0%. Les niveaux des prix en juin 2021 sont en général plus élevés que ceux avant la pandémie de la Covid-19.

Tableau 1. Evolution des prix des principales matières premières

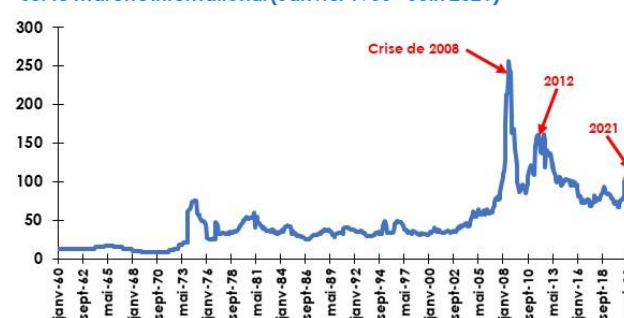
	Unité	juin-19	juin-20	juin-21	juin-19/ juin-20	juin-20/ juin-21
Pétrole brut	(\$/bbl)	59,8	39,5	71,8	-34,0%	82,0%
Cacao	(\$/kg)	2,4	2,2	2,4	-7,4%	6,2%
Café, Arabica	(\$/kg)	2,9	3,1	4,2	9,1%	35,8%
Café, Robusta	(\$/kg)	1,6	1,4	1,9	-12,7%	31,1%
Maïs	(\$/mt)	195,1	148,0	291,9	-24,1%	97,2%
Banane, Europe	(\$/kg)	0,9	0,9	1,0	1,7%	5,5%
Sucre, UE	(\$/kg)	0,4	0,4	0,4	-0,3%	7,1%
Bois, Cameroon	(\$/metre cube)	395,2	393,9	421,8	-0,3%	7,1%
Coton	(\$/kg)	1,7	1,5	2,1	-12,7%	39,2%
Aluminium	(\$/mt)	1756,0	1568,6	2446,7	-10,7%	56,0%

Source : World Bank Commodity Price Data (23 juillet 2021)

P. Hausse remarquable de l'indice des prix des engrais

D'après les données de la Banque mondiale, les prix des engrais connaissent une progression rapide depuis juin 2020 dont les prémices seraient comparables à celles d'avant la crise 2008. Son indice est passé 66,8 à 119,8 de juin 2020 à juin 2021, soit une hausse de près de 80% sur la période.

Graphique 3. Evolution de l'indice des prix des engrais sur le marché international (Janvier 1960 - Juin 2021)



Source : World Bank Commodity Price Data (23 juillet 2021)

Q. Hyperinflation du maïs sur les marchés de Garoua

En moins de deux semaines le prix du sac de maïs sur les marchés de Garoua est passé de 16 500 FCFA à 23 000 FCFA soit une augmentation de près de 40%. Cette forte hausse est liée à la hausse de la demande du maïs du Nigeria, également consécutives à la hausse du prix de cette céréale sur le marché internationale (+97,2%, confère Tableau 1.).

R. Hausse du prix du poulet à Yaoundé et à Douala

Le poulet de chair est devenu rare sur les marchés des villes de Yaoundé et Douala. Du coup, son prix a augmenté jusqu'à 5000 FCFA, anciennement cédé à 3500 FCFA et souvent à 2500 FCFA. De l'avis des acteurs du secteur, cette inflation est consécutive aux difficultés pour les accoucheurs à importer les œufs à couvrir et les poussins d'un jour. Celles-ci sont à leur tour la conséquence de la menace de la grippe aviaire dans les principaux pays fournisseurs de produits avicoles, et la difficulté de transfert de fonds au niveau de la BEAC.

DANS LE SECTEUR SECONDAIRE

S. Loi sur les incitations à l'investissement : quel bilan ?

Le 13 juillet 2021, l'Agence de Promotion des Investissements (API) a procédé à la signature de six nouvelles conventions permettant à des investisseurs de bénéficier des facilités prévues par la loi du 18 avril 2013 portant incitations à l'investissement privé en République du Cameroun. Au cours de cette cérémonie, elle a profité pour donner un aperçu du bilan de cette loi. Ainsi, 248 conventions ont déjà été signées, pour un volume global d'investissements projetés de 4 048 milliards de FCFA et une estimation de 84 000 emplois prévisionnels directs à créer. Cependant, moins de 40% des entreprises bénéficiaires ont effectivement démarré leur programme d'investissement.

T. Pourquoi réviser la loi des incitations à l'investissement ?

Selon le patronat camerounais, les principales raisons pour lesquelles la loi du 18 avril 2013 sur les incitations à l'investissement en République du Cameroun devrait être révisée sont notamment : l'existence d'incohérence entre la loi et ses textes d'application notamment en ce qui concerne les critères d'éligibilité et les secteurs prioritaires concernés ; la non prise en compte de l'aménagement du territoire dans les critères d'éligibilité ; les distorsions de concurrence entre les Entreprises anciennes et les Entreprises nouvelles du fait l'application de la loi.

U. Industrie du fer à béton : menace des importations

Selon Investir au Cameroun, les trois principaux producteurs de fer au Cameroun (les sociétés Metafric, les Aciéries du Cameroun et Prometal) appellent au soutien du gouvernement pour sauvegarder les investissements par eux consentis depuis quelques années, afin de faire émerger une industrie métallurgique locale. Ce soutien, passerait par le respect de l'interdiction des importations de fer à béton pour protéger la production locale, l'instauration d'un quota de matériaux locaux en fer à utiliser obligatoirement par les entreprises réalisant des projets d'infrastructures et du BTP financés par l'État du Cameroun, et l'instauration, dans le cadre de la loi de finances 2022 en préparation, des incitations fiscalo-douanières visant à encourager la production locale, d'une part, et à dissuader les importations de fer à béton, d'autre part.

V. Enéo : entre demandes des industriels et impayés

Au cours d'une rencontre le 22 juillet 2021 avec le patronat, Eneo a fait savoir que, des demandes de fourniture

d'électricité reçues, les sociétés industrielles ont besoin à court terme de 340 MW de puissance électrique supplémentaire pour développer leurs activités. Dans le même temps, Eneo revendique plus de 207 milliards de FCFA de factures non-réglées par divers acteurs dont des entités publiques de l'Etat.

DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

W. Détérioration de la qualité de service de télécoms

Récemment face aux députés, la Ministre en charge des télécoms a indiqué que l'une des raisons principales de la détérioration de la qualité de service dans ce secteur au Cameroun est imputable aux pannes récurrentes sur le réseau national de fibre optique. Sur la période allant de 2017 à 2019, la Ministre estime que 40% des pannes sont dus aux travaux publics et 38% à des actes de vandalisme.

X. Etat d'avancement de l'autoroute Yaoundé-Douala

Le projet de l'autoroute Yaoundé-Douala, long de 196 km, se décline en deux phases. La phase 1 concerne la section Yaoundé-Bibodi sur un linéaire de 60 km, avec 25 km de voies de raccordement à la Route nationale n° 3 (423,5 milliards de FCFA). La phase 2 couvre l'itinéraire Bibodi-Douala sur une longueur de 136 km (812 milliards de FCFA). Au cours de la descente d'évaluation des travaux par le Ministre des Travaux Publics le 23 juillet 2021, le Chef de Mission de Contrôle de ce projet a estimé le taux d'exécution des travaux de la première phase de ce projet à 98%, qui devraient être achevés avant le 31 décembre 2021.

PERSPECTIVES ...

Y. Perspectives de croissance de l'économie mondiale

Dans son rapport de juillet 2021, le FMI confirme les perspectives de croissance de l'économie mondiale annoncé en avril 2021. D'après cette institution, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 6,0% en 2021 (contre -3,2% en 2020) et à 4,9% en 2022. La croissance des pays avancés est projetée à 5,6% en 2021 et 4,4% en 2022, et celle des pays émergents et en développement à 6,3% en 2021 et 5,2% en 2022. L'Afrique subsaharienne devrait avoir une croissance plus faible que la moyenne mondiale. Le FMI projeté sa croissance économique à 3,4% en 2021 et 4,1% en 2022.

Z. CEMAC : un sommet des chefs d'Etat au mois d'août

Les chefs d'Etats de la CEMAC pourraient se retrouver au mois d'août à Yaoundé pour plancher sur les problèmes politiques, sécuritaires, et surtout économiques de la sous-région. Lors de leur dernière rencontre à Yaoundé en 2016, les chefs d'Etats de la CEMAC avaient adopté une vingtaine de mesures pour juguler les effets néfastes du double chocs pétrolier et sécuritaire sur les économies de la sous-région. Au cours du prochain sommet, les chefs d'Etats pourraient donner une nouvelle orientation au Programme de Réformes Economiques et financières (PREF-CEMAC) en cours depuis le dernier sommet.

Note de veille rédigée par Nacisse Chassem, Représentant Régional pour le Centre-Sud-Est, sous la Supervision de Aline Valérie Mbono, Directrice Exécutive, et de Vincent Kouété, Directeur Exécutif Adjoint